

Irak : de Babylone à l'État islamique

idées reçues sur une nation complexe

Myriam Benraad

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. L'auteur les prend pour point de départ et apporte ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Le Cavalier Bleu
ÉDITIONS

Myriam Benraad

Docteure en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris et chercheuse associée au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po, Paris) et à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM, Aix-en-Provence). Elle est spécialiste de l'Irak et du monde arabe. Parallèlement à ses travaux, elle est experte auprès de plusieurs agences européennes et internationales.

De la même auteure

- *Irak, la revanche de l'Histoire. De l'occupation étrangère à l'État islamique*, Paris, Vendémiaire, 2015.
- « Irak : le double échec des Frères dans un pays en voie de partition », in *Les Frères musulmans et le pouvoir*, Paris, Galaade, 2014.
- « L'État islamique : anatomie d'une machine infernale », *Revue internationale et stratégique*, 2014.
- « Les sunnites, l'Irak et l'État islamique », *Esprit*, 2014.
- « Moyen-Orient : la revanche du califat », *Politique internationale*, 2014.
- « L'organisation d'Al-Qaïda en Mésopotamie : les paradoxes d'une politisation », *Stratégie*, 2013.
- « Irak : l'héritage américain », *Politique internationale*, 2012.
- « Fin de l'occupation et crise en Irak : la clef de voûte sunnite », *Politique étrangère*, 2012.
- « L'Irak au miroir du Printemps arabe » (dossier « Le monde arabe en mouvement »), *Questions internationales*, 2012.
- « Les affres du nouvel Irak fédéral », *Les Cahiers de l'Orient*, 2013.
- « Une lecture critique de la *Sahwa* ou les mille et un visages du tribalisme irakien », *Études rurales*, 2010.
- « Irak : la renaissance ambiguë d'une société civile », *État des résistances dans le Sud* 2010, 2009.
- « De la tentation hégémonique au déclin de l'organisation d'Al-Qaïda en Irak, miroir des métamorphoses d'une insurrection », *Maghreb-Machrek*, 2008.

sommaire

Introduction11

De la Mésopotamie à l'ère moderne

- « L'Irak, c'est Babylone, les *Mille et Une Nuits* et Saladin. »21
- « Le clivage opposant chiïtes et sunnites d'Irak est ancestral. »29
- « L'Irak est une création territoriale artificielle. »35
- « La guerre Iran-Irak était un conflit religieux. »43
- « L'embargo a affaibli le régime de Saddam Hussein. » ..49

Une société en constante mutation

- « La construction d'une nation irakienne a échoué. »57
- « La dictature baasiste a anéanti toute société civile. » ...63
- « La condition féminine s'est améliorée avec la chute du Baas. »69
- « L'Irak était un pays laïc avant l'occupation américaine. » .75
- « Les tribus irakiennes sont toujours très influentes. » ...79

De l'occupation étrangère à l'État islamique

- « La guerre américaine en Irak n'a pas été préparée. » ...89
- « Les États-Unis ont envahi l'Irak pour son pétrole. » ...97
- « Les combattants du *jihad* en Irak sont étrangers. »103

« Les rangs de l'insurrection sunnite sont solidaires. » . . .	109
« La stratégie militaire du <i>Surge</i> a porté ses fruits. »	115
« L'Occident ne pourra venir à bout de l'État islamique. »	121

Une arène politique plurielle

« Les chiites d'Irak forment la cinquième colonne de l'Iran. »	129
« Le Kurdistan irakien revendique son indépendance. » . .	135
« Les sunnites sont nostalgiques de l'époque baasiste. » . .	141
« L'Irak s'est scindé en trois entités géographiques. » . . .	147

Conclusion	153
-----------------------------	------------

Annexes

Dates clés de l'histoire irakienne	159
Glossaire	165
Pour aller plus loin	173

« Les États-Unis ont envahi l'Irak pour son pétrole. »

*Considérons les choses de manière simple. La différence
fondamentale entre la Corée du Nord et l'Irak tient au fait
qu'économiquement nous n'avions pas d'autre choix en Irak.
Le pays baigne dans une mer de pétrole.*

Déclaration du secrétaire d'État américain à la Défense
Paul Wolfowitz, 31 mai 2003

Nombreux sont ceux qui, hostiles à la guerre américaine en Irak, affirment en 2003 qu'en envahissant le pays, les États-Unis cherchent à faire main basse sur ses ressources pétrolières. Si cette assertion n'est pas dénuée de fondements, elle travestit une réalité et des enjeux bien plus complexes qu'il n'y paraît de prime abord.

Au-delà du seul contexte sécuritaire suscité par les attentats du 11 septembre 2001 et de la volonté d'en découdre définitivement avec Saddam Hussein, accusé de détenir des armes de destruction massive, l'administration de George W. Bush s'est bien penchée, au moment de sa décision, sur l'or noir irakien qui représente les réserves parmi les plus importantes au monde. Il est de notoriété publique que plusieurs membres de cette administration entretenaient des rapports étroits avec l'industrie pétrolière et nourrissaient des visées sur le pétrole détenu par l'Irak. Ainsi, les auteurs du plan qui visait à libérer le pays de la dictature et à le transformer en démocratie pro-occidentale ont tablé sur la quête de nouvelles réserves et l'augmentation rapide de la capacité

de production irakienne pour inonder les marchés. Dans leur esprit, une telle hausse devrait non seulement permettre un effondrement des cours du pétrole, favorable à la reprise de la croissance américaine, mais également un renversement des « États voyous » (*Rogue States*) tels l'Iran et la Libye. Un certain nombre de documents officiels accessibles en vertu du *Freedom Information Act* rendent compte de cette motivation, discutée en amont de la guerre par des groupes comme l'*Energy Infrastructure Planning Group* du Pentagone, qui entend prendre en main l'industrie pétrolière irakienne après la chute de Saddam Hussein, et l'*Oil and Energy Working Group* formé par le Département d'État pour discuter des affaires pétrolières. Les *majors* anglo-saxonnes (ExxonMobil, BP, Shell) ne sont pas absentes de ces discussions et attendent aussi de pied ferme leur retour en Irak.

En 2003, cette stratégie apparaît convaincante. Les réserves irakiennes atteignant les 112 milliards de barils, on estime que la fin du monopole étatique sur le pétrole – son exploitation ayant été nationalisé par Saddam Hussein en 1972 – et l'utilisation de technologies de pointe permettront une croissance exponentielle de la production. Dans le cadre d'une privatisation large, il est anticipé depuis Washington que Bagdad augmentera sa capacité d'au moins deux millions de barils par jour en quelques années, pour atteindre les six millions en 2010. Or, lorsque l'avant-garde néo-conservatrice met son plan sur la table en 2002, elle se heurte à une série d'oppositions. Tout d'abord, si l'effondrement des cours du baril est certes susceptible d'ébranler l'assise financière de pays ennemis et d'accélérer leur réforme politique, celui-ci menace aussi l'économie de pays alliés aux États-Unis tels que l'Arabie saoudite, le Koweït, le

Canada ou la Norvège. En outre, plus les cours seront bas, moins les futurs investissements en Irak seront profitables.

Au fil du conflit, plusieurs agences fédérales américaines vont donc prendre leurs distances avec ces propositions. D'une part, leurs représentants ont compris qu'il est improbable que la production irakienne s'envole et qu'elle prendra, au contraire, du temps à retrouver ses plus hauts niveaux historiques. L'environnement sécuritaire marqué par une violence croissante et l'enlisement de la guerre achèvent de les convaincre. D'autre part, la reprise de la production irakienne nécessitera des investissements très lourds pour remettre sur pied des infrastructures (oléoducs, puits, réservoirs) dévastées par plusieurs années de conflagration militaire et par l'embargo. Enfin, il apparaît évident aux décideurs américains les plus perspicaces qu'ils ne pourront raisonnablement compter sur les revenus pétroliers pour rembourser les milliards de dollars que représente le coût de la guerre engagée par les États-Unis.

L'idée d'une privatisation de l'exploitation pétrolière en Irak bute par ailleurs sur de vives critiques une fois le régime de Saddam Hussein renversé. Certains courants de l'opposition irakienne, indifféremment de leurs positions politiques respectives, la dénoncent en rappelant qu'un bon usage des revenus du pétrole est l'une des priorités de la reconstruction et que leur contrôle doit revenir au nouvel appareil d'État. La question pétrolière conserve d'importants accents patriotiques en Irak et nombreux sont ceux, y compris des figures du gouvernement, qui s'opposent à une usurpation des revenus de la rente par les puissances étrangères. Cette opposition est d'autant plus marquée qu'au début du conflit, la coalition, chargée de la gestion des revenus pétroliers dans

le cadre du Fonds de développement pour l'Irak (*Development Fund for Iraq*), s'est vue fustigée pour les avoir détournés et dilapidés avant le transfert de souveraineté au gouvernement intérimaire irakien en juin 2004.

Illustration de la déroute des plans néoconservateurs, lorsqu'en juin 2009 le gouvernement de Nouri al-Maliki ouvre les premiers appels d'offres concernant six champs pétroliers, ce sont les compagnies britannique BP et chinoise CNPC qui remportent l'adjudication sur les 32 *majors* en lice, loin devant le consortium ExxonMobil qui n'est pas retenu et s'oriente dès lors vers le Kurdistan autonome qui, depuis l'été 2007, s'est doté de sa propre loi sur le pétrole et signe de juteux contrats avec les entreprises internationales. Autre preuve que Bagdad n'est pas prête à céder le contrôle de sa production pétrolière, les compagnies étrangères ont pour obligation de s'associer avec l'une des deux sociétés nationales et de partager la gestion des gisements qu'elles financent seules. Elles ne sont pas rémunérées à travers un prélèvement de la production mais sur la base d'un montant fixe par baril produit, et uniquement après avoir atteint le seuil fixé par le gouvernement. La réalité du terrain est donc loin d'être en faveur d'une « accapARATION » du pétrole irakien par l'étranger.

L'environnement sécuritaire extrêmement violent auquel l'Irak se voit confronté, sur fond d'une conquête jihadiste, dont les artisans ont fait main basse sur la contrebande pétrolière, et d'instabilité récurrente des cours du brut sur les marchés mondiaux, rend encore hypothétique un rétablissement économique du pays. Or le pétrole reste indispensable pour financer la reconstruction des infrastructures irakiennes, relancer l'emploi dans un pays frappé par un chômage

devenu massif, rémunérer les millions de nouveaux salariés du secteur public (fonctionnaires, forces de sécurité, policiers) et ramener vers la vie civile ceux qui ont fait le choix des armes. La remise en état des installations pétrolières tarde du fait de la violence, des actes de sabotage, et il faudra encore des milliards de dollars pour remettre l'ensemble de la production pétrolière à niveau.